

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 469

20 février 2015

SOMMAIRE

A.N. International 2 S.à.r.l.	22468	Professional Investment Consultants (Eu-	22467
Auris Management Participation SCSp ..	22476	rope) S.A.	22467
Bil Manage Invest S.A.	22510	Property Langenfeld S.à r.l.	22482
Brixon International S.à r.l.	22466	Property Siegen S.à r.l.	22482
GBL Verwaltung S.A.	22511	Property Siegen S.à r.l.	22492
Highland VIII - Lux (1) S.à r.l.	22477	Property Siegen S.à r.l.	22487
I.A.I. S.A. (Ingénierie Aménagement Inter-	22512	Property Trier S.à r.l.	22487
national S.A.)	22512	Property Weinheim S.à r.l.	22492
Iseran S.à r.l.	22468	Rehoss S.à r.l.	22472
Kanebo Investments	22466	Roseflore	22473
Köhl Maschinenbau	22474	RP XVII S.à r.l.	22473
Köhl Maschinenbau A.G.	22474	RP XVI S.à r.l.	22468
Lombard Odier Selection	22497	Santana S.à r.l.	22473
Mangrove II Investors SCSp	22475	Simar Overseas S.à r.l.	22491
MD Luxury Network S.A.	22469	UGL Parnters S.à r.l.	22472
Mennlux S.à r.l.	22472	VEGD	22467
Minlam Luxembourg S.à r.l.	22470	Vitanime Luxembourg S.à r.l.	22467
My Food I SA.	22477	Xedoc Holding S.A.	22467
OnX International S.à r.l.	22466	Yano Properties S.A.	22496
Philolux, s.à r.l.	22466		

Kanebo Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 53.118.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015010692/9.

(150012652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Philolux, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 2, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 103.783.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010859/10.

(150012147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Brixon International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 126.930.

Patrice YANDE,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

né le 30 juin 1969 à Saint-Mard (Belgique),

démissionne par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée BRIXON INTERNATIONAL S.à r.l.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B126930

Date effective: 14 janvier 2015.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Patrice YANDE.

Référence de publication: 2015009550/16.

(150011618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

OnX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 180.144.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 19 janvier 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants avec pouvoir de signature B suivants:

Monsieur Hille-Paul Schut, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2015010811/19.

(150012492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

VEGD, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 54, Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 174.704.

Les comptes annuels du 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011004/9.

(150012066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Professional Investment Consultants (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 70.687.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010873/10.

(150011851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Vitanime Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5444 Schengen, 10, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 109.953.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011009/10.

(150012140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Xedoc Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 98.481.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société Xedoc Holding S.A., qui s'est tenue en date du 14/01/2015.

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, G.T. Fiduciaires S.A. avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrite au RCSL sous le numéro B 121820.

Les actions au porteur émises sont à déposer endéans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur de la Loi auprès de ce dépositaire.

Les droits de vote et le droit aux dividendes des actions qui n'auront pas été immobilisées dans un délai de six mois seront automatiquement suspendus à l'expiration de ce délai.

A défaut d'immobilisation dans les dix-huit mois, les actions seront annulées et il sera procédé à une réduction du capital souscrit correspondant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.01.2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015011029/25.

(150012277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

A.N. International 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 153.260.

Suite à un transfert de siège social, il convient de modifier l'adresse de Sandrine Anton précédemment au 35 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg par:

1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange

Leudelange, le 16 janvier 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015009401/13.

(150011007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Iseran S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: ZAR 400.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 150.227.

Il est pris acte qu'en date du 1^{er} janvier 2015 la Société a transféré son siège social à l'adresse suivante:

25C, boulevard royal

L-2449 Luxembourg

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Iseran S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015010663/15.

(150012206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

RP XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 131.572.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung RP S.à r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6C rue Gabriel Lippmann, H.G.R. Luxemburg Nummer B123958,

hier vertreten durch Frau Cristiana VALENT, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

auf Grund einer erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht, von der Vollmachtnehmerin und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche Komparentin, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

1.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung RP XVI S.à r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6C rue Gabriel Lippmann, H.G.R. Luxemburg Nummer B131572, gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch die in Luxemburg residierende Notarin Martine SCHAEFFER am 24. August 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2314 vom 16. Oktober 2007, und deren Satzung letztmal abgeändert wurde durch Urkunde aufgenommen durch den in Junglinster residierenden Notar Jean SECKLER, am 5. Februar 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 730 vom 8. April 2010.

2.- Dass das Gesellschaftskapital zwölftausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) und ist in fünfhundert (500) Geschäftsanteile beträgt aufgeteilt mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

3.- Dass der Komparent, als alleiniger Gesellschafter, beschließt die Gesellschaft, welche ihre Tätigkeit eingestellt hat, mit sofortiger Wirkung aufzulösen und sie in Liquidation zu setzen.

4.- Dass der Komparent erklärt die finanzielle Situation der Gesellschaft bestens zu kennen.

5.- Dass der Komparent, in seiner Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft, erklärt, dass die bekannte Passiva der Gesellschaft bezahlt oder gedeckt wurden und dass er sich ausdrücklich dazu verpflichtet, alle Passiva welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bestehen und noch unbezahlt oder unbekannt bis zum heutigen Tage sind zu übernehmen, bevor irgendwelche Zuteilung der Aktiva an seine Person als einziger Gesellschafter getätigt wird.

6.- Dass die Liquidation der Gesellschaft vollendet ist und dass die Gesellschaft als endgültig aufgelöst und beendet zu betrachten ist.

7.- Dass dem Geschäftsführer volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung seines Mandats erteilt wird.

8.- Dass die Geschäftsbücher und Unterlagen der aufgelösten Gesellschaft für die Dauer von mindestens fünf Jahren am früheren Gesellschaftssitz in L-5365 Munsbach, 6C rue Gabriel Lippmann, aufbewahrt werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr neunhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 02 janvier 2015. Relation GAC/2015/7. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015008379/48.

(150009336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

MD Luxury Network S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 90.940.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

WESTBOURNE SERVICES INC., une société de droit bélizien ayant son siège social à Withfield Tower, Third Floor, 4792 Coney Drive, P.O. Box 1777, Belize City, Belize, inscrite au Registre des «International Business Companies» de Belize sous le numéro 71587, (L'Actionnaire Unique),

ici dûment représentée par Madame Christelle Langlois, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 30 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

- Que la société anonyme MD LUXURY NETWORK S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90940, a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 20 janvier 2003, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 235 du 5 mars 2003, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 7 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 720 du 8 avril 2006.

- Que le capital souscrit de la Société est fixé à trente-deux mille Euros (32.000,- EUR), divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-deux Euros (32,- EUR) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- Que la société WESTBOURNE SERVICES INC., prédésignée, est devenue propriétaire de toutes les actions de la Société et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

- que la partie comparante, en tant qu'actionnaire unique de la Société, déclare expressément procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation.

- que l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 30 décembre 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné.

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'Actionnaire Unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière de la passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 30 décembre 2014 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ou du registre des actionnaires;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à au moins à l'ancien siège de la Société dissoute.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'Actionnaire Unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille euros (1.000,- EUR), sont à la charge de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Langlois, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64413. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009973/61.

(150010805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Minlam Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 136.787.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth of December.

Before Us Maître Marc LOESCH, notary residing at Mondorf-les-Bains, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

MicroVest GMG Local Credit MasterFund Ltd., a company existing and governed by the laws of Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, South Church Street, 309 GT, George Town, Cayman Islands registered at the companies register of Cayman Islands under the number MC-274451

here represented by Ms Michelle Mc Adams-Origer,

by virtue of a proxy under private seal given on December 8, 2014; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, through its mandatory, has declared and requested the officiating notary to act the following:

- That the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") "Minlam Luxembourg S.à r.l.", (the "Company"), with registered office in L-2633 Senningerberg, 6D, Route de Trèves, registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), section B, number 136.787, incorporated by deed of Maître Joëlle BADEN, notary then residing at Luxembourg, on the 6th of February 2008, published in the Mémorial C number 815 of the 3rd of April 2008.

- That the appearing party, represented as said before, is the sole actual partner of the said company and that it has taken, through its mandatory, the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to dissolve the company and to put it into liquidation.

Second resolution

The general meeting resolves to appoint as liquidator of the company:

Revex, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare (RCS Luxembourg B 148.865) (the "Liquidator")

The general meeting resolves that, in performing its duties, the Liquidator shall have the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator may perform all the acts provided for by Article 145 of the Law, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The Liquidator may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The Liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the corporation.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the members in cash or in kind to his willingness in the proportion of their participation in the capital.

The general meeting resolves to approve the Liquidator's remuneration as agreed among the parties concerned.

Third resolution

The meeting gives full discharge to the managers of the company for the execution of their mandate.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder, and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le douze décembre.

Par devant Nous Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

MicroVest GMG Local Credit Master Fund Ltd., une société existant et gouvernée par les lois de Îles Caïmanes, ayant son siège social à Ugland House, South Church Street, 309 GT, George Town, Îles Caïmanes, inscrite auprès du Registre des sociétés de Îles Caïmanes sous le numéro MC-274451,

ici représentée par Mme Michelle Mc Adams Origer,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 8 décembre 2014; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter les suivant:

- Que la société à responsabilité limitée "Minlam Luxembourg S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6D, Route de Trèves, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 136.787, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg en date du 6 février 2008, publié au Mémorial C numéro 815 du 3 avril 2008.

- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est la seule associée actuelle de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur de la société:

Revex, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare (RCS Luxembourg B 148.865) (le «Liquidateur»)

L'assemblée générale décide que, dans l'exercice de ses fonctions, le Liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le Liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la société.

Le Liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Le Liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux actionnaires en numéraire ou en nature selon sa volonté en fonction de leur participation au capital.

L'assemblée décide d'approuver la rémunération du Liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Troisième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux gérants pour l'exécution de leur mandat.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête du mandataire de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte faite au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Mc Adams Origer, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 23 décembre 2014. REM/2014/2817. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009960/113.

(150011206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

**UGL Parnters S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Mennlux S.à r.l.).**

Siège social: L-5326 Contern, 9, rue Goell.

R.C.S. Luxembourg B 162.495.

Les comptes annuels du 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015010994/9.

(150012067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Rehoss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3428 Dudelange, 21A, route de Boudersberg.

R.C.S. Luxembourg B 102.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010888/10.

(150012613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Santana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5553 Remich, 48, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 85.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015010931/9.

(150012114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Roseflore, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7222 Walferdange, 10, rue de Dommeldange.

R.C.S. Luxembourg B 22.359.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010900/10.

(150011892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

RP XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.580.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung RP S.à r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, H.G.R. Luxemburg Nummer B123958,

hier vertreten durch Frau Cristiana VALENT, Privatbeamtin, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg,

auf Grund einer erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht, von der Vollmachtnehmerin und dem instrumentierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche Komparentin, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

1.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung RP XVII S.à r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, H.G.R. Luxemburg Nummer B131580, gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch die in Luxemburg residierende Notarin Martine SCHAEFFER am 24. August 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2319 vom 16. Oktober 2007, und deren Satzung letztmal abgeändert wurde durch Urkunde aufgenommen durch den in Junglinster residierenden Notar Jean SECKLER, am 5. Februar 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 729 vom 8. April 2010.

2.- Dass das Gesellschaftskapital zwölftausend fünf hundert Euro (EUR 12.500,-) und ist in fünfhundert (500) Geschäftsanteile beträgt aufgeteilt mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

3.- Dass der Komparent, als alleiniger Gesellschafter, beschließt die Gesellschaft, welche ihre Tätigkeit eingestellt hat, mit sofortiger Wirkung aufzulösen und sie in Liquidation zu setzen.

4.- Dass der Komparent erklärt die finanzielle Situation der Gesellschaft bestens zu kennen.

5.- Dass der Komparent, in seiner Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft, erklärt, dass die bekannte Passiva der Gesellschaft bezahlt oder gedeckt wurden und dass er sich ausdrücklich dazu verpflichtet, alle Passiva welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bestehen und noch unbezahlt oder unbekannt bis zum heutigen Tage sind zu übernehmen, bevor irgendwelche Zuteilung der Aktiva an seine Person als einziger Gesellschafter getätigt wird.

6.- Dass die Liquidation der Gesellschaft vollendet ist und dass die Gesellschaft als endgültig aufgelöst und beendet zu betrachten ist.

7.- Dass dem Geschäftsführer volle und uneingeschränkte Entlastung für die Ausübung seines Mandats erteilt wird.

8.- Dass die Geschäftsbücher und Unterlagen der aufgelösten Gesellschaft für die Dauer von mindestens fünf Jahren am früheren Gesellschaftssitz in L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, aufbewahrt werden.

22474

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr neuhundertfünfzig Euro.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 02 janvier 2015. Relation GAC/2015/3. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015008380/48.

(150009381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

**Köhl Maschinenbau, Société Anonyme,
(anc. Köhl Maschinenbau A.G.).**

Siège social: L-6868 Wecker, 21, Am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 139.482.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar, Paul BETTINGEN, mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg,

haben sich anlässlich einer außerordentlichen Hauptversammlung eingefunden, die Aktionäre der Köhl Maschinenbau A.G., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (Société anonyme) mit Gesellschaftssitz in 21, Am Scheerleck, L-6868 Wecker, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister in Abteilung B unter der Nummer 139.482 (die „Gesellschaft“), gegründet durch notarielle Urkunde vom unterzeichneten Notar am 14. Mai 2008, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial C, Recueil des sociétés et associations (das „Mémorial“), Nummer 1709 vom 11. Juli 2008. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert am 19. Juni 2014 auf Grund notarieller Urkunde von Notar Jean Seckler mit Amtssitz in Junglinster, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 2337 vom 02. September 2014.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Wilfried Köhl, wohnhaft in Ehnen.

Dieser bestellt zum Sekretär Herrn Dirk Hartmann, wohnhaft in Konz (Deutschland).

Die Versammlung bestimmt zum Stimmzähler Herrn Mario Köhl, wohnhaft in Wasserbillig.

Vorsitzender, Sekretär und Stimmzähler bilden zusammen die Versammlungsleitung.

Nachdem die Versammlungsleitung bestellt ist, bittet der Vorsitzende den unterzeichneten Notar, Folgendes in die Urkunde aufzunehmen:

I. Die außerordentliche Generalversammlung hat folgende Tagesordnung:

1. Abänderung der Bezeichnung der Gesellschaft von „Köhl Maschinenbau A.G.“ in „Köhl Maschinenbau“;
2. Entsprechende Änderung von Artikel 1. der Satzung der Gesellschaft;
3. Änderung der Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Wecker.

II. Die anwesenden Aktionäre und die Anzahl der Aktien, die jeweils vertreten sind, ergeben sich aus einer Anwesenheitsliste, die nachdem sie "ne varietur" von den anwesenden Aktionären und den Mitgliedern der Versammlungsleitung unterzeichnet wurde, als Bestandteil dieser Urkunde in deren Anhang verbleibt, um zusammen mit dieser einregistriert zu werden;

III. Da ausweislich der Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten ist, verzichten die anwesenden Aktionäre einstimmig auf die Einhaltung der Einberufungsformalitäten und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung im Voraus umfänglich unterrichtet wurden.

IV. Damit ist diese Generalversammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vereinigt, rechtmäßig zusammengetreten und in der Lage, wirksam über alle Tagesordnungspunkte zu beraten und zu beschließen.

Daraufhin trifft die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft („die Versammlung“) einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt hiermit, den Namen der Gesellschaft von „Köhl Maschinenbau A.G.“ in „Köhl Maschinenbau“ umzuändern.

Zweiter Beschluss

Zwecks Anpassung an den hiervor genommenen Beschluss, beschließt die Versammlung Artikel 1 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 1.** Unter der Bezeichnung „Köhl Maschinenbau“ wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.“

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Wecker, von der aktuellen Nummer 21, Am Scheerleck, auf die Nummer 17, Am Scheerleck zu verlegen.

Erklärung des Vorsitzenden

Nach Erschöpfung der Tagesordnungspunkte erklärt der Vorsitzende hiermit die Versammlung für beendet.

Bevollmächtigung

Die Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Kosten

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten welcher Art auch immer, die durch die vorliegende Beurkundung entstehen, gehen zu Lasten der Gesellschaft und betragen schätzungsweise eintausendeinhundert Euro (EUR 1.100.-).

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Senningerberg an dem eingangs bezeichneten Tage.

Die vorliegende Urkunde wurde sodann den Vertretern der erschienenen Partei vorgelesen und von ihnen und Uns, dem unterzeichneten Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: Wilfried Köhl, Mario Köhl, Dirk Hartmann, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 19 décembre 2014. LAC / 2014 / 61746. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015009905/65.

(150011167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Mangrove II Investors SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 31, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 193.684.

—
EXTRAIT

I/ La Société, Mangrove II Investors SCSp, une société en commandite spéciale, a été constituée par acte sous seing privé signé en date du 12 décembre 2013 pour une durée illimitée, ayant son siège social au 31, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte du contrat social que l'objet social de la Société s'inscrit comme suit:

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous toute forme que ce soit y compris par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

III/ Il résulte du contrat social que la société suivante a été nommée en tant qu'associé commandité assurant les pouvoirs de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- Mangrove Founders S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 31, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179836.

Son pouvoir est inscrit comme suit:

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son associé commandité représenté par ses signataires dûment autorisés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 16 janvier 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015009101/48.

(150010609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Auris Management Participation SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 193.703.

— STATUTS

Extrait

1. Date de constitution. La société a été constituée en date du 12 décembre 2014.

2. Forme juridique. Société en commandite spéciale.

3. Dénomination sociale. La dénomination de la société est Auris Management Participation SCSp.

4. Siège social. Le siège social de la société est établi au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

5. Objet social.

a) L'objet de la société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

b) La société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe. A titre accessoire de cette assistance financière, la société pourra également apporter à ces sociétés appartenant au même groupe toute assistance administrative ou commerciale.

c) La société pourra de manière générale faire toutes opérations qu'elle estimera utile, directement ou indirectement à la réalisation et au développement de son objet social, à l'exception d'opérations commerciales.

6. Durée. La société est établie jusqu'au 31 décembre 2030.

7. Associé commandité. Auris Administration S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193535.

8. Gérant. Auris Administration S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193535.

9. Pouvoir de signature. La société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance du gérant, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance ou par le contrat social de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009447/38.

(150011031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Highland VIII - Lux (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 337.151,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 152.174.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société en date du 13 janvier 2015 que:

1. La démission de Monsieur Livio Gambardella, gérant de classe B de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
2. Madame Katia Cambon, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg a été nommée gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.
3. Monsieur Patrick Cammarata, né le 13 avril 1973 à Melrose, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 1, Broadway, One Broadway, 16th Floor, MA 02142 Cambridge, Etats-Unis d'Amérique, a été nommé gérant de classe A de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009814/19.

(150010672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

My Food I SA., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 193.721.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le quatorzième jour du mois de janvier.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Jean-Pierre LAMIC, né le 3 avril 1946 à Toulouse (France), demeurant à Ryad 510, rue Djebel Allakhder, 40 000 Marrakech, Maroc.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme («la Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La Société prend comme dénomination «MY FOOD I SA.».

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La Société a en outre pour objet l'achat, la vente, l'exploitation, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société pourra effectuer des prestations de services mais uniquement dans le cadre de la gestion de ses participations et/ou de la gestion des opérations de gestion internes du groupe dont elle pourrait faire partie.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la même commune par une décision du Conseil d'Administration ou de l'administrateur unique et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente-trois mille euros (EUR 33.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent trente euros (EUR 330,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Prime d'émission. En outre du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Actions. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis.

Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre, appelé «administrateur unique», jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Acompte sur dividende. Le Conseil d'Administration peut décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateur(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les commissaires aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 19. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs pré-mentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 1^{er} mercredi du mois de mai à 11 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectation des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en

le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux actionnaire(s), chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Art. 26. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Art. 27. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire intégralement les cent (100) actions comme suit:

Monsieur Jean-Pierre LAMIC, pré-qualifié, cent actions	100
Total des actions: cent actions	100

Les actions ont été entièrement libérées par l'actionnaire unique par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-trois mille euros (EUR 33.000.-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2. A été appelé aux fonctions d'administrateurs:

- Maître Lex THIELEN, Avocat à la Cour, né le 21 juillet 1962 et demeurant professionnellement au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen,

- Maître Joe THIELEN, Juriste, né le 20 novembre 1958 et demeurant au L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, et,

- Madame Isaure KAEMPF, Employée privée, née le 7 décembre 1989 et demeurant professionnellement au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

3. La durée des mandats des administrateurs prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

4. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Saint Gérant Investissement S.à r.l, avec siège social au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 87 458.

5. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.

6. L'adresse du siège social de la Société est fixée au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. LAMIC, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 15 janvier 2015. Relation: DAC/2015/661. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010004/259.

(150011417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Property Langenfeld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.538.

Property Siegen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.888.

—
MERGER PROPOSAL

In the year thousand and fifteen, on the fourth day of the month of February,

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Property Langenfeld S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.538,

(hereafter the “Absorbed Company”),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

and

Property Siegen S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888,

(hereafter the “Absorbing Company” and together with the Absorbed Company, the “Merging companies”)

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

The Merging Companies, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The respective board of managers of the Merging Companies at their meeting held on 26 January 2015 have decided to propose to the sole shareholder of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the “Merger”).

(B) The purpose of the Merger is to combine the business of the Absorbed Company and the Absorbing Company in order to decrease the costs and increase the efficiency of the corporate structure to which the Merging Companies belong (the “Structure”) and to ultimately result in commercial benefits for the Structure.

(C) The sole shareholder of the Absorbed Company will therefore be entitled to shares of the Absorbing Company.

(D) The board of managers of each of the Merging Companies unanimously approved the following terms and conditions of the Merger that reads as follows:

1. The Merging Companies.

1.1 The Absorbing Company, Property Siegen S.à r.l., incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxem-

bourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888 was incorporated on 10 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 241 of 17 March 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.2 The Absorbed Company, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), Property Langfeld S.à r.l., is a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.538, was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg Bonnevoie, published in the Mémorial number 162 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.3 In this respect, the board of managers of each of the Merging Companies have decided at their meetings of 26 January 2015 to propose to the shareholder of the Companies (the “Shareholder”) to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

2. Decision of the sole shareholder of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

2.1 It is proposed to the Shareholder to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 274 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”) pursuant to a decision of the sole shareholder of the Merging Companies (each a “Shareholder’s Decision” and together the “Shareholders’ Decisions”).

2.2 The Shareholders’ Decisions shall be taken at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the “Publication”).

3. Effective date of Merger. The Merger shall become effective from a legal perspective between the relevant parties on the date of the last Shareholder’s Decision (the “Effective Date”). The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until completion of the publication in the Mémorial for each of the Merging Companies of the Shareholder’s Decisions approving the Merger.

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the share.

4.1 The exchange ratio with respect to the Merger shall be the following: in exchange of one hundred twenty-six (126) shares held in the Absorbed Company, the shareholder of the Absorbed Company shall receive two hundred fifty-six (256) shares of the Absorbing Company each with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), representing an exchange ratio of approximately 0.49: 1 which shall be allocated on the Effective Date (the “Exchange Ratio”).

4.2 There will be no additional cash payment (soulte) to the Shareholder in connection with the Merger.

4.3 As a result of the Merger, the shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders’ register of the Absorbing Company as owner of the two hundred fifty-six (256) shares as of the day of the Effective Date.

4.4 Appropriate filings shall be made at the Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Cancellation. As a result of the Merger, all the shares issued by the Absorbed Company will be cancelled by the Shareholder’s Decision of the Absorbed Company and the shareholder of the Absorbed Company will receive two hundred fifty-six (256) newly issued shares of the Absorbing Company as described under (4) above.

6. The date as from which the shares to be issued by the Absorbing Company shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right. As a result of the Merger, the newly issued shares of the Absorbing Company shall, as from the Effective Date carry the right to participate in the profits of the Absorbing Company. No special conditions are attached to that right.

7. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for tax and accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For both tax and accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 31 January 2014.

8. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. Neither the Absorbing nor the Absorbed Company have issued any instruments or securities other than the shares held by its Shareholder and no special rights are attached to such shares.

9. Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors.

9.1 No special advantages have been granted to any person (including the members of the board of managers or the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Merging Companies).

9.2 The respective board of managers of the Merging Companies have proposed to the Shareholder to waive in accordance with Article 266 (5) of the Law the examination by an independent expert of the common draft Merger Proposal and the expert report. The Shareholder has granted such waiver pursuant to resolutions adopted on 26 January 2015 (the "Waiver Resolutions").

9.3 In addition, in accordance with Articles 265 (3) and 267 (1) second paragraph of the Law, the Shareholder has, in the Waiver Resolutions, resolved to waive its rights to the report of the board of managers provided by Article 265 (1) of the Law with respect to the Merging Companies and their rights to the accounting statements provided by Article 267 (1) c) of the Law.

10. Available Merger information. The Merger Proposal, as well as the documents listed in Article 267 paragraph 1 of the Law are available at the respective registered office of the Merging Companies as from the Publication and at least one (1) month before the date of the respective Shareholders' Meeting. Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

11. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

11.1 the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

11.2 the shareholder of the Absorbed Company become shareholder of the Absorbing Company;

11.3 the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

11.4 the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies;

11.5 In case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

In accordance with the provisions of Article 271 paragraph (2) of the Law the undersigned notary certifies the lawfulness of this merger proposal established in accordance with the Law.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the Parties hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Property Langenfeld S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.538, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbée»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

et

Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.888, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbante») et ensemble avec la Société Absorbée, les «Sociétés qui Fusionnent»)

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

Les Sociétés qui Fusionnent, agissant en les qualités mentionnées ci-dessus, ont déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 ont décidé de proposer à l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(B) Le but de la fusion est de combiner les activités de la Société Absorbée et de la Société Absorbante afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de la structure du groupe auquel les Sociétés qui Fusionnent appartiennent (le «Groupe») et d'ainsi aboutir à des retombées commerciales pour le Groupe.

(C) L'associé unique de la Société Absorbée aura par conséquent droit à des parts sociales de la Société Absorbante.

(D) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont unanimement les termes du projet de fusion qui ont la teneur suivante:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

1.1 La Société Absorbante, Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.888, a été constituée le 10 décembre 2004 par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 241 du 17 mars 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.2 La Société Absorbée, qui fusionnera par absorption avec la Société Absorbante, Property Langenfeld S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.538, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Me Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial numéro 162 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.3 A cet égard, les conseils de gérance de chacune des Sociétés qui Fusionnent ont décidé lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 de proposer à l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (l'«Associé») de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

2. Décision de l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

2.1 Il est proposé à l'Associé d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), en vertu d'une décision de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Décision de l'Associé» et ensemble les «Décisions de l'Associé»).

2.2 Les Décisions de l'Associé seront prises au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de prise d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les parties concernées à la date de la dernière Décision de l'Associé (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'à compter de la publication au Mémorial pour chacune des Sociétés qui Fusionnent des Décisions de l'Associé approuvant la Fusion.

4. Rapport d'échange des parts sociales - modalités de remise des parts sociales.

4.1 Le rapport d'échange dans le cadre de la Fusion sera le suivant: en échange de cent vingt-six actions détenues dans la Société Absorbée, l'associé de la Société Absorbée recevra deux cent cinquante-six (256) parts sociales de la Société Absorbante d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR), ce qui représente un rapport d'échange d'approximativement 0.49:1 qui seront allouées à la Date de Prise d'Effet (le «Rapport d'Échange»).

4.2 Aucune soulte additionnelle ne sera versée à l'Associé dans le cadre de la Fusion.

4.3 À la suite de la Fusion, l'Associé de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Absorbante comme propriétaire des deux cent cinquante-six (256) parts sociales le jour de la Date de Prise d'Effet.

4.4 Les dépôts nécessaires seront effectués auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, l'ensemble des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées par la Décision de l'Associé de la Société Absorbée et l'associé de la Société Absorbée recevra deux cent cinquante-six (256) parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante comme décrit au point (4) ci-dessus.

6. La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Absorbante donneront le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute condition particulière relative à ce droit. À la suite de la Fusion, les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante donneront, à compter de la Date de Prise d'Effet, le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante. Aucune condition particulière n'est attachée à ce droit.

7. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue fiscal et comptable pour le compte de la Société Absorbante. Tant du point de vue fiscal que comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 31 janvier 2014.

8. Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis d'instruments ou de titres autres que des parts sociales détenues par leur associé respectif et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts sociales.

9. Les avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, et aux commissaires aux comptes.

9.1 Aucun avantage particulier n'a été attribué à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou le réviseur d'entreprises agréé des Sociétés qui Fusionnent).

9.2 Conformément à l'article 266(5) de la Loi, les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont proposé à l'associé des Sociétés de renoncer à l'examen par un expert indépendant du Projet commun de Fusion et du rapport d'expert. L'Associé de chacune des Sociétés qui Fusionnent a accordé cette renonciation en vertu des résolutions prises le 26 janvier 2015 (les «Résolutions de Renonciation»).

9.3 En outre, conformément aux articles 265 (3) et 267 (1) alinéa 2 de la Loi, l'Associé a, dans les Résolutions de Renonciation, décidé de renoncer au rapport du conseil de gérance prévu à l'article 265 (1) de la Loi concernant les Sociétés qui Fusionnent et à l'état comptable prévu à l'article 267 (1) c) de la Loi.

10. Informations disponibles sur la Fusion.

10.1 Le Projet de Fusion, ainsi que les documents repris à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi sont mis à disposition au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent à compter de la Publication et ce, au moins un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale respective. Les copies desdits documents peut être obtenue sur demande et sans frais.

11. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

11.1 la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

11.2 l'associé de la Société Absorbée devient associé de la Société Absorbante;

11.3 la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;

11.4 l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés.

11.5 en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Conformément aux provisions de l'article 271 paragraphe 2 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du projet de fusion rédigé conformément à la Loi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.400,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire des parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4347. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028684/258.

(150032449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Property Trier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.533.

Property Siegen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.888.

—
MERGER PROPOSAL

In the year thousand and fifteen, on the fourth day of the month of February,
Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Property Trier S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.533,

(hereafter the “Absorbed Company”),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

and

Property Siegen S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888,

(hereafter the “Absorbing Company” and together with the Absorbed Company, the “Merging companies”)

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary.

The Merging Companies, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The respective board of managers of the Merging Companies at their meeting held on 26 January 2015 have decided to propose to the sole shareholder of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the “Merger”).

(B) The purpose of the Merger is to combine the business of the Absorbed Company and the Absorbing Company in order to decrease the costs and increase the efficiency of the corporate structure to which the Merging Companies belong (the “Structure”) and to ultimately result in commercial benefits for the Structure.

(C) The sole shareholder of the Absorbed Company will therefore be entitled to shares of the Absorbing Company.

(D) The board of managers of each of the Merging Companies unanimously approved the following terms and conditions of the Merger that reads as follows:

1. The Merging Companies.

1.1 The Absorbing Company, Property Siegen S.à r.l., incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888 was incorporated on 10 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 241 of 17 March 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.2 The Absorbed Company, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), Property Trier S.à r.l., is a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.533, was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg Bonnevoie, published in

the Mémorial number 162 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.3 In this respect, the board of managers of each of the Merging Companies have decided at their meetings of 26 January 2015 to propose to the shareholder of the Companies (the “Shareholder”) to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

2. Decision of the sole shareholder of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

2.1 It is proposed to the Shareholder to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 274 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”) pursuant to a decision of the sole shareholder of the Merging Companies (each a “Shareholder’s Decision” and together the “Shareholders’ Decisions”).

2.2 The Shareholders’ Decisions shall be taken at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the “Publication”).

3. Effective date of Merger. The Merger shall become effective from a legal perspective between the relevant parties on the date of the last Shareholder’s Decision (the “Effective Date”). The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until completion of the publication in the Mémorial for each of the Merging Companies of the Shareholder’s Decisions approving the Merger.

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the share.

4.1 The exchange ratio with respect to the Merger shall be the following: in exchange of one hundred twenty-six (126) shares held in the Absorbed Company, the shareholder of the Absorbed Company shall receive fifty-eight (58) shares of the Absorbing Company each with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), representing an exchange ratio of approximately 2.17:1 which shall be allocated on the Effective Date (the “Exchange Ratio”).

4.2 There will be no additional cash payment (soulte) to the Shareholder in connection with the Merger.

4.3 As a result of the Merger, the shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders’ register of the Absorbing Company as owner of the fifty-eight (58) shares as of the day of the Effective Date.

4.4 Appropriate filings shall be made at the Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Cancellation. As a result of the Merger, all the shares issued by the Absorbed Company will be cancelled by the Shareholder’s Decision of the Absorbed Company and the shareholder of the Absorbed Company will receive fifty-eight (58) newly issued shares of the Absorbing Company as described under (4) above.

6. The date as from which the shares to be issued by the Absorbing Company shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right. As a result of the Merger, the newly issued shares of the Absorbing Company shall, as from the Effective Date carry the right to participate in the profits of the Absorbing Company. No special conditions are attached to that right.

7. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for tax and accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For both tax and accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 31 January 2014.

8. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. Neither the Absorbing nor the Absorbed Company have issued any instruments or securities other than the shares held by its Shareholder and no special rights are attached to such shares.

9. Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors.

9.1 No special advantages have been granted to any person (including the members of the board of managers or the approved statutory auditor (réviseur d’entreprises agréé) of the Merging Companies).

9.2 The respective board of managers of the Merging Companies have proposed to the Shareholder to waive in accordance with Article 266(5) of the Law the examination by an independent expert of the common draft Merger Proposal and the expert report. The Shareholder has granted such waiver pursuant to resolutions adopted on 26 January 2015 (the “Waiver Resolutions”).

9.3 In addition, in accordance with Articles 265 (3) and 267 (1) second paragraph of the Law, the Shareholder has, in the Waiver Resolutions, resolved to waive its rights to the report of the board of managers provided by Article 265 (1) of the Law with respect to the Merging Companies and their rights to the accounting statements provided by Article 267 (1) c) of the Law.

10. Available Merger information. The Merger Proposal, as well as the documents listed in Article 267 paragraph 1 of the Law are available at the respective registered office of the Merging Companies as from the Publication and at least

one (1) month before the date of the respective Shareholders' Meeting. Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

11. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

11.1 the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

11.2 the shareholder of the Absorbed Company become shareholder of the Absorbing Company;

11.3 the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

11.4 the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies;

11.5 In case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

In accordance with the provisions of Article 271 paragraph (2) of the Law the undersigned notary certifies the lawfulness of this merger proposal established in accordance with the Law.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the Parties hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Property Trier S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.533, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbée»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

et

Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.888, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbante») et ensemble avec la Société Absorbée, les «Sociétés qui Fusionnent»)

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné.

Les Sociétés qui Fusionnent, agissant en les qualités mentionnées ci-dessus, ont déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 ont décidé de proposer à l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(B) Le but de la fusion est de combiner les activités de la Société Absorbée et de la Société Absorbante afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de la structure du groupe auquel les Sociétés qui Fusionnent appartiennent (le «Groupe») et d'ainsi aboutir à des retombées commerciales pour le Groupe.

(C) L'associé unique de la Société Absorbée aura par conséquent droit à des parts sociales de la Société Absorbante.

(D) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont unanimement les termes du projet de fusion qui ont la teneur suivante:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

1.1 La Société Absorbante, Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.888, a été constituée le 10 décembre 2004 par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 241 du 17 mars 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.2 La Société Absorbée, qui fusionnera par absorption avec la Société Absorbante, Property Trier S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.533, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Me Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial numéro 162 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.3 A cet égard, les conseils de gérance de chacune des Sociétés qui Fusionnent ont décidé lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 de proposer à l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (l'«Associé») de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

2. Décision de l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

2.1 Il est proposé à l'Associé d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), en vertu d'une décision de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Décision de l'Associé» et ensemble les «Décisions de l'Associé»).

2.2 Les Décisions de l'Associé seront prises au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de prise d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les parties concernées à la date de la dernière Décision de l'Associé (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'à compter de la publication au Mémorial pour chacune des Sociétés qui Fusionnent des Décisions de l'Associé approuvant la Fusion.

4. Rapport d'échange des parts sociales - modalités de remise des parts sociales.

4.1 Le rapport d'échange dans le cadre de la Fusion sera le suivant: en échange de cent vingt-six (126) actions détenues dans la Société Absorbée, l'associé de la Société Absorbée recevra cinquante-huit (58) parts sociales de la Société Absorbante d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR), ce qui représente un rapport d'échange d'approximativement 2.17:1 qui seront allouées à la Date de Prise d'Effet (le «Rapport d'Échange»).

4.2 Aucune soulte additionnelle ne sera versée à l'Associé dans le cadre de la Fusion.

4.3 À la suite de la Fusion, l'Associé de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Absorbante comme propriétaire des cinquante-huit (58) parts sociales le jour de la Date de Prise d'Effet.

4.4 Les dépôts nécessaires seront effectués auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, l'ensemble des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées par la Décision de l'Associé de la Société Absorbée et l'associé de la Société Absorbée recevra cinquante-huit (58) parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante comme décrit au point (4) ci-dessus.

6. La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Absorbante donneront le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute condition particulière relative à ce droit. À la suite de la Fusion, les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante donneront, à compter de la Date de Prise d'Effet, le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante. Aucune condition particulière n'est attachée à ce droit.

7. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue fiscal et comptable pour le compte de la Société Absorbante. Tant du point de vue fiscal que comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 31 janvier 2014.

8. Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis d'instruments ou de titres autres que des parts sociales détenues par leur associé respectif et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts sociales.

9. Les avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, et aux commissaires aux comptes.

9.1 Aucun avantage particulier n'a été attribué à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou le réviseur d'entreprises agréé des Sociétés qui Fusionnent).

9.2 Conformément à l'article 266(5) de la Loi, les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont proposé à l'associé des Sociétés de renoncer à l'examen par un expert indépendant du Projet commun de Fusion et du rapport d'expert. L'Associé de chacune des Sociétés qui Fusionnent a accordé cette renonciation en vertu des résolutions prises le 26 janvier 2015 (les «Résolutions de Renonciation»).

9.3 En outre, conformément aux articles 265 (3) et 267 (1) alinéa 2 de la Loi, l'Associé a, dans les Résolutions de Renonciation, décidé de renoncer au rapport du conseil de gérance prévu à l'article 265 (1) de la Loi concernant les Sociétés qui Fusionnent et à l'état comptable prévu à l'article 267 (1) c) de la Loi.

10. Informations disponibles sur la Fusion.

10.1 Le Projet de Fusion, ainsi que les documents repris à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi sont mis à disposition au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent à compter de la Publication et ce, au moins un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale respective. Les copies desdits documents peut être obtenue sur demande et sans frais.

11. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

11.1 la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

11.2 l'associé de la Société Absorbée devient associé de la Société Absorbante;

11.3 la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;

11.4 l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés.

11.5 en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Conformément aux provisions de l'article 271 paragraphe 2 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du projet de fusion rédigé conformément à la Loi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.400,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire des parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4348. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur ff. (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028685/259.

(150032454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Simar Overseas S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010916/10.

(150012677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Property Weinheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.566.

Property Siegen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.888.

—
MERGER PROPOSAL

In the year thousand and fifteen, on the fourth day of the month of February,
Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Property Weinheim S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.566,

(hereafter the “Absorbed Company”),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

and

Property Siegen S.à r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888,

(hereafter the “Absorbing Company” and together with the Absorbed Company, the “Merging companies”)

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 January 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary.

The Merging Companies, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

(A) The respective board of managers of the Merging Companies at their meeting held on 26 January 2015 have decided to propose to the sole shareholder of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the “Merger”).

(B) The purpose of the Merger is to combine the business of the Absorbed Company and the Absorbing Company in order to decrease the costs and increase the efficiency of the corporate structure to which the Merging Companies belong (the “Structure”) and to ultimately result in commercial benefits for the Structure.

(C) The sole shareholder of the Absorbed Company will therefore be entitled to shares of the Absorbing Company.

(D) The board of managers of each of the Merging Companies unanimously approved the following terms and conditions of the Merger that reads as follows:

1. The Merging Companies.

1.1 The Absorbing Company, Property Siegen S.à r.l., incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.888 was incorporated on 10 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 241 of 17 March 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.2 The Absorbed Company, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), Property Weinheim S.à r.l., is a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 104.566, was incorporated on 2 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg Bonnevoie, published in

the Mémorial number 166 of 23 February 2005, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600), which articles of association have been amended for the last time on 31 December 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, in the process of being published in the Mémorial.

1.3 In this respect, the board of managers of each of the Merging Companies have decided at their meetings of 26 January 2015 to propose to the shareholder of the Companies (the "Shareholder") to merge the Absorbed Company into the Absorbing Company.

2. Decision of the sole shareholder of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

2.1 It is proposed to the Shareholder to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 274 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") pursuant to a decision of the sole shareholder of the Merging Companies (each a "Shareholder's Decision" and together the "Shareholders' Decisions").

2.2 The Shareholders' Decisions shall be taken at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the "Publication").

3. Effective date of Merger. The Merger shall become effective from a legal perspective between the relevant parties on the date of the last Shareholder's Decision (the "Effective Date"). The Merger shall have no effect vis-à-vis third parties until completion of the publication in the Mémorial for each of the Merging Companies of the Shareholder's Decisions approving the Merger.

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the share.

4.1 The exchange ratio with respect to the Merger shall be the following: in exchange of one hundred twenty-six (126) shares held in the Absorbed Company, the shareholder of the Absorbed Company shall receive one hundred eighty-three (183) shares of the Absorbing Company each with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), representing an exchange ratio of approximately 0.69:1 which shall be allocated on the Effective Date (the "Exchange Ratio").

4.2 There will be no additional cash payment (soulte) to the Shareholder in connection with the Merger.

4.3 As a result of the Merger, the shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders' register of the Absorbing Company as owner of the one hundred eighty-three (183) shares as of the day of the Effective Date.

4.4 Appropriate filings shall be made at the Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Cancellation. As a result of the Merger, all the shares issued by the Absorbed Company will be cancelled by the Shareholder's Decision of the Absorbed Company and the shareholder of the Absorbed Company will receive one hundred eighty-three (183) newly issued shares of the Absorbing Company as described under (4) above.

6. The date as from which the shares to be issued by the Absorbing Company shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right. As a result of the Merger, the newly issued shares of the Absorbing Company shall, as from the Effective Date carry the right to participate in the profits of the Absorbing Company. No special conditions are attached to that right.

7. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for tax and accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For both tax and accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 31 January 2014.

8. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. Neither the Absorbing nor the Absorbed Company have issued any instruments or securities other than the shares held by its Shareholder and no special rights are attached to such shares.

9. Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors.

9.1 No special advantages have been granted to any person (including the members of the board of managers or the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Merging Companies).

9.2 The respective board of managers of the Merging Companies have proposed to the Shareholder to waive in accordance with Article 266(5) of the Law the examination by an independent expert of the common draft Merger Proposal and the expert report. The Shareholder has granted such waiver pursuant to resolutions adopted on 26 January 2015 (the "Waiver Resolutions").

9.3 In addition, in accordance with Articles 265 (3) and 267 (1) second paragraph of the Law, the Shareholder has, in the Waiver Resolutions, resolved to waive its rights to the report of the board of managers provided by Article 265 (1) of the Law with respect to the Merging Companies and their rights to the accounting statements provided by Article 267 (1) c) of the Law.

10. Available Merger information. The Merger Proposal, as well as the documents listed in Article 267 paragraph 1 of the Law are available at the respective registered office of the Merging Companies as from the Publication and at least one (1) month before the date of the respective Shareholders' Meeting. Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

11. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

11.1 the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

11.2 the shareholder of the Absorbed Company become shareholder of the Absorbing Company;

11.3 the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

11.4 the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies;

11.5 In case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

In accordance with the provisions of Article 271 paragraph (2) of the Law the undersigned notary certifies the lawfulness of this merger proposal established in accordance with the Law.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the Parties hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Property Weinheim S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.566, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbée»),

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

et

Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.888, et dont le capital social s'élève à 12.600 EUR,

(ci-après, la «Société Absorbante» et ensemble avec la Société Absorbée, les «Sociétés qui Fusionnent»)

représentée par Mme Antonine Sanchez, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 janvier 2015, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné.

Les Sociétés qui Fusionnent, agissant en les qualités mentionnées ci-dessus, ont déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 ont décidé de proposer à l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(B) Le but de la fusion est de combiner les activités de la Société Absorbée et de la Société Absorbante afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de la structure du groupe auquel les Sociétés qui Fusionnent appartiennent (le «Groupe») et d'ainsi aboutir à des retombées commerciales pour le Groupe.

(C) L'associé unique de la Société Absorbée aura par conséquent droit à des parts sociales de la Société Absorbante.

(D) Les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont unanimement les termes du projet de fusion qui ont la teneur suivante:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

1.1 La Société Absorbante, Property Siegen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.888, a été constituée le 10 décembre 2004 par acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 241 du 17 mars 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.2 La Société Absorbée, qui fusionnera par absorption avec la Société Absorbante, Property Weinheim S.à r.l., est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à 123, avenue du X Septembre, 4^{ème} étage, L-2551 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 104.566, a été constituée le 2 décembre 2004 par acte de Me Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial numéro 166 du 23 février 2005, dont le capital social s'élève à douze mille six cents euros (12.600 EUR), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 décembre 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial.

1.3 A cet égard, les conseils de gérance de chacune des Sociétés qui Fusionnent ont décidé lors de leurs réunions du 26 janvier 2015 de proposer à l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (l'«Associé») de fusionner la Société Absorbée avec la Société Absorbante.

2. Décision de l'associé unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

2.1 Il est proposé à l'Associé d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transfèrera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), en vertu d'une décision de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Décision de l'Associé» et ensemble les «Décisions de l'Associé»).

2.2 Les Décisions de l'Associé seront prises au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de prise d'effet de la Fusion. La Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les parties concernées à la date de la dernière Décision de l'Associé (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion ne sera opposable aux tiers qu'à compter de la publication au Mémorial pour chacune des Sociétés qui Fusionnent des Décisions de l'Associé approuvant la Fusion.

4. Rapport d'échange des parts sociales - modalités de remise des parts sociales.

4.1 Le rapport d'échange dans le cadre de la Fusion sera le suivant: en échange de cent vingt-six (126) actions détenues dans la Société Absorbée, l'associé de la Société Absorbée recevra cent quatre-vingt-trois (183) parts sociales de la Société Absorbante d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR), ce qui représente un rapport d'échange d'approximativement 0,69:1 qui seront allouées à la Date de Prise d'Effet (le «Rapport d'Échange»).

4.2 Aucune soulte additionnelle ne sera versée à l'Associé dans le cadre de la Fusion.

4.3 À la suite de la Fusion, l'Associé de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Absorbante comme propriétaire des cent quatre-vingt-trois (183) parts sociales le jour de la Date de Prise d'Effet.

4.4 Les dépôts nécessaires seront effectués auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, l'ensemble des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées par la Décision de l'Associé de la Société Absorbée et l'associé de la Société Absorbée recevra cent quatre-vingt-trois (183) parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante comme décrit au point (4) ci-dessus.

6. La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Absorbante donneront le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute condition particulière relative à ce droit. À la suite de la Fusion, les parts sociales nouvellement émises de la Société Absorbante donneront, à compter de la Date de Prise d'Effet, le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante. Aucune condition particulière n'est attachée à ce droit.

7. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies du point de vue fiscal et comptable pour le compte de la Société Absorbante. Tant du point de vue fiscal que comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 31 janvier 2014.

8. Les droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard. Ni la Société Absorbante ni la Société Absorbée n'ont émis d'instruments ou de titres autres que des parts sociales détenues par leur associé respectif et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts sociales.

9. Les avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle, et aux commissaires aux comptes.

9.1 Aucun avantage particulier n'a été attribué à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou le réviseur d'entreprises agréé des Sociétés qui Fusionnent).

9.2 Conformément à l'article 266(5) de la Loi, les conseils de gérance respectifs des Sociétés qui Fusionnent ont proposé à l'associé des Sociétés de renoncer à l'examen par un expert indépendant du Projet commun de Fusion et du rapport d'expert. L'Associé de chacune des Sociétés qui Fusionnent a accordé cette renonciation en vertu des résolutions prises le 26 janvier 2015 (les «Résolutions de Renonciation»).

9.3 En outre, conformément aux articles 265 (3) et 267 (1) alinéa 2 de la Loi, l'Associé a, dans les Résolutions de Renonciation, décidé de renoncer au rapport du conseil de gérance prévu à l'article 265 (1) de la Loi concernant les Sociétés qui Fusionnent et à l'état comptable prévu à l'article 267 (1) c) de la Loi.

10. Informations disponibles sur la Fusion.

10.1 Le Projet de Fusion, ainsi que les documents repris à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi sont mis à disposition au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent à compter de la Publication et ce, au moins un (1) mois avant la date de l'Assemblée Générale respective. Les copies desdits documents peuvent être obtenues sur demande et sans frais.

11. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

11.1 la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

11.2 l'associé de la Société Absorbée devient associé de la Société Absorbante;

11.3 la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;

11.4 l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés;

11.5 en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Conformément aux provisions de l'article 271 paragraphe 2 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du projet de fusion rédigé conformément à la Loi.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.400,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire des parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 11 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4349. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028686/261.

(150032456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Yano Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8293 Keispelt, 24, rue Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 96.952.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011030/9.

(150011874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

LO Selection, Lombard Odier Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 71.379.

In the year two thousand fifteen, on the tenth day of February.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of "LOMBARD ODIER SELECTION" in short "LO Selection" (the "Company" or "LO Selection"), a "Société d'Investissement à Capital Variable" with its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated in Luxembourg by notarial deed on August 31, 1999, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial"), number 717 of 27 September 1999,

registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B number 71.379.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a notarial deed on December 16th, 2011, published in the Mémorial number 141 on January 18th, 2012.

The Meeting was opened at 09:30 a.m. with Mrs Ingrid ROBERT, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Sandrine KITZINGER, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Gaëlle CHERY, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

A. That the Agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Restatement of the Company's articles of incorporation in order to inter alia:

(i) delete all references to bearer shares;

(ii) allow the Board of Directors (1) to impose or relax restrictions on shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company being in breach of a given regulatory status or incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, (2) restrict or prevent the direct holding of shares or the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. person and (3) compulsory redeem shares held by any such shareholder;

(iii) In accordance with the law dated 25 August 2006 modifying the law dated 10 August 1915 on commercial companies (1) to provide that the decisions at general meetings of shareholders will be taken by a majority of the votes cast except if otherwise provided by law (2) provide for the need to elect a chairman of the Board of Directors, (3) to introduce the possibility to hold the meetings of the Board of Directors by way of video conference, (4) to introduce the casting vote of the chairman of the Board of Directors in the event of a tie and (5) to modify the rules on conflict of interest in order to authorise the directors to vote on transactions in which they have personal interest if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length, and such interest shall not need to be reported to the meeting of shareholders;

(iv) To allow the Company to invest (1) up to a maximum of 35 per cent of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a State belonging to the Group of Twenty ("G20") and Singapore and (2) up to 100 per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a G20 State provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund; and

(v) To allow the Board of Directors to suspend the determination of the net asset value of any class and the issue, conversion and redemption of the shares in such class from the date of decision of the Board of Directors to wind up one or more Sub-Funds.

B. All the shareholders being registered, the meeting has been convened by notices containing the agenda of the meeting to the shareholders on January 26th, 2015.

C. The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list initialled "ne varietur" by the shareholders present, by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies will be annexed to this deed, to be registered therewith.

D. As appeared from the said attendance list, out of 53.447.987,5610 shares in issue, 43.258.917,999 shares are duly represented at the Extraordinary General Meeting.

E. Considering that the minimum quorum of fifty (50) percent of the shares present or represented required to validly deliberate on items of the agenda of the extraordinary general meeting has been reached, as detailed in the attendance list, the meeting is regularly constituted and may validly decide on all the items of the agenda.

After deliberation the meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution:

The general meeting resolves to restate the Company's articles of incorporation in order to inter alia:

(i) delete all references to bearer shares;

(ii) allow the Board of Directors (1) to impose or relax restrictions on shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company being in breach of a given regulatory status or incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, (2) restrict or prevent the direct holding of shares or the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. person and (3) compulsory redeem shares held by any such shareholder;

(iii) In accordance with the law dated 25 August 2006 modifying the law dated 10 August 1915 on commercial companies (1) to provide that the decisions at general meetings of shareholders will be taken by a majority of the votes cast except if otherwise provided by law (2) provide for the need to elect a chairman of the Board of Directors, (3) to introduce the possibility to hold the meetings of the Board of Directors by way of video conference, (4) to introduce the casting vote of the chairman of the Board of Directors in the event of a tie and (5) to modify the rules on conflict of interest in order to authorise the directors to vote on transactions in which they have personal interest if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length, and such interest shall not need to be reported to the meeting of shareholders;

(iv) To allow the Company to invest (1) up to a maximum of 35 per cent of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a State belonging to the Group of Twenty ("G20") and Singapore and (2) up to 100 per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a G20 State provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund; and

(v) To allow the Board of Directors to suspend the determination of the net asset value of any class and the issue, conversion and redemption of the shares in such class from the date of decision of the Board of Directors to wind up one or more Sub-Funds.

The Articles of Incorporation shall henceforth read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company ("société anonyme") qualifying as a "société d'investissement à capital variable" ("Sicav") under the name of Lombard Odier Selection, in short LO Selection (the "Company"). Lombard Odier Selection and LO Selection may be used independently from each other.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendment thereof (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law. The Company is authorised to delegate to third parties one or several of its functions.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by Luxembourg law and regulations, the Board of Directors (the "Board") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined hereafter.

The minimum capital of the Company shall be not less than EURO 1,250,000.

The Board is authorised without limitation to issue Shares at any time at an issue price per Share (The "Issue Price") of the relevant class and category of Shares, as defined in Article 24, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized director of the Company (a "Director") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such shares.

When or before issuing a Share, the Board shall determine the class of shares ("Sub-Fund") by reference to which a Share shall be designated and the Shares shall be divided into classes by reference to the Sub-Fund to which they have been allocated. Notwithstanding the fact that the capital of the Company is expressed in EURO any sum payable on or in relation to a Share (including but not limited to the issue and redemption price) shall be calculated and payable in the currency which the Board shall either generally or in relation to a particular class determine (the "Dealing Currency").

The Board of Directors has the power, within each Sub-Fund, to issue Shares of several categories which may differ, inter alia, in respect of their dividend policies, charging structures, hedging policies, investment minima, investor eligibility or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board may decide to issue. The Board may decide if and from what date shares of any such classes shall be offered for sale, those shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.

Where the context so requires, references in these Articles to classes shall mean references to such categories.

The Company may impose restrictions on the issuance of Shares of any Sub-Fund (also resulting from conversion requests) during a certain period, as determined by the Board.

Art. 6 . The Directors may issue Shares in registered form only.

Shareholders may obtain Share certificates relating to their shareholding. The Company may at its election charge customary charges in that respect. If a shareholder does not elect to obtain Share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his shareholding. Share certificates shall be signed by two Directors or by a Director and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual or printed or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to the holders of Shares, at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Directors in writing.

All issued Shares of the Company shall be recorded in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered Shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, class and category of Shares held by him. Every transfer of a Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The Company shall be free of all responsibility or liability to third parties in dealing with such Shares and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which it might properly have to demand the registration of a change in the registration of Shares.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

Transfer of Shares shall be effected by way of a notice of the transfer to be entered in the Register of Shareholders of the Company by such shareholder.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that the shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 7 . If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may

determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the direct holding of Shares or the ownership of Shares by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if, as a result of the person directly holding or owning such Shares the Company would be in breach of a given regulatory status or would suffer taxation or other adverse disadvantage which it would not otherwise do as disclosed in the current prospectus of the Company or, if the Board so decides and discloses in the current prospectus hereof, a United States Person as defined hereinafter (altogether defined as "Restricted Person") and for such purpose the Company may:

(a) decline to issue any Share or to register any transfer of Shares where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register to furnish it with any information which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not direct holding or beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a Restricted Person, and

(c) where it appears to the Company that (i) any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a direct holder of Shares or a beneficial owner of Shares, or (ii) any person, firm or corporate body previously eligible to be a direct holder of Shares or a beneficial owner of Shares becomes a Restricted Person for any reason such as a change of status, compulsorily redeem from such shareholder all Shares held by him within a certain time frame to be decided discretionarily by the Board, (provided always that the shareholders shall have the obligation to notify the Company of their change of status as soon as possible in a manner and a time frame (i) agreed in advance between the Company and the shareholders or (ii) disclosed in the current prospectus of the Company), in the following manner:

(i) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place where the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register;

(ii) the price at which the Shares specified in any Purchase Notice shall be purchased (herein called "the Purchase Price") shall be an amount equal to the per Share Net Asset Value, determined in accordance with Article 23 hereof;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares in EURO, except during periods of currency exchange restrictions with respect thereto, and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the person appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) upon effective surrender of the Certificate or Certificates as aforesaid;

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any Restricted Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "United States Person" or "U.S. Person" shall mean a citizen or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not allowable in gross income for the purposes of computing United States income tax payable by it.

In addition, the Company may restrict the direct holding of Shares to certain categories of shareholders as disclosed in the current prospectus of the Company where it appears that such restrictions are rendered necessary or even compulsory by any legal, regulatory or compelling practical requirements to which the Company is subject.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company or of a class or category of shares shall represent the entire body of shareholders of the Company or the class or category of shares as the case may be. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company or the class or category of shares as the case may be regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, at the fourth Thursday in February at 2.00 p.m.. If such day is not a bank business day in Luxembourg the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the convening notice of a general meeting of shareholders may provide that the quorum and majority rules of such meeting will be determined according to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her Shares shall be determined by reference to the Shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles and by applicable Luxembourg laws and regulations. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile or any other electronic means capable of evidencing the proxy.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority vote of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

For any decision affecting only the rights of the shareholders of a specific class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law or by these Articles.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders provided the Company shall not be bound to evidence the accomplishment of such notice, if the convening notice is as well published in accordance with Luxembourg law.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

Subject as provided below, the Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. In the event of vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect by way of co-optation, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

At least 7 days' previous notice in writing shall be given to the Company of the intention of any shareholder to propose any person other than a retiring Director for election to the office of Director and such notice shall be accompanied by notice in writing signed by the person to be proposed confirming his willingness to be appointed; PROVIDED ALWAYS that if the shareholders present at a general meeting unanimously consent, the chairman of such meeting may waive the said notices and submit to the meeting the name of any person so nominated.

At a general meeting of the shareholders a motion in accordance with the preceding paragraph for the appointment of two or more persons as Directors of the Company by a single resolution shall not be made unless a resolution that it shall be so made has been first agreed to by the meeting without any vote being given against it.

Art. 14. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax message. Any Director may also participate in the Board meeting by video conference or any other telecommunication means allowing for his identification and effective participation in the meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of Directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tie the chairman shall have a casting vote. No meeting will be validly held if the majority of the Directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by telex, telegram or telecopier message (in each such case confirmed in writing) by all the Directors.

The Board from time to time may appoint or designate the officers of the Company, including executive directors, general managers, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment or designation may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the person who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for investments based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the Law or by regulations or as may be determined by the Board.

The Board has, in particular, power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the Law and be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public and as shall be adopted from time to time by resolution of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the Law.

Such assets comprise but are not limited to:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State (an "Official Listing"); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in an Eligible State (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an Official Listing or a Regulated Market and such admission is achieved within a year of the issue.

(for this purpose an "Eligible State" shall mean a member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") and all other countries of Europe, the American Continents, Africa, Asia, the Pacific Basin and Oceania).

(iv) money market instruments other than those admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State of the European Union ("Member State"), the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by an undertaking, any securities of which are admitted to an Official Listing or dealt in on Regulated Markets referred to in items (i) and (ii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community Law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10.000.000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to in items (i) to (iv) above provided that the total of such investment shall not exceed 10 percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

(v) units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 2009/65/EC, as amended, and/or other undertakings for collective investment ("UCI") within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 2009/65/EC, should they be situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the UCITS' or the other UCIs' assets (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs.

No subscription or redemption fees may be charged to the Company if the Company invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the management company of the Company or by any other company with which the management company of the Company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding.

Under the conditions set forth by the Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund of the Company may subscribe and hold Shares of any other Sub-Fund of the Company. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attached to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net asset imposed by the Law.

The Sub-Funds may hold up to 10% of their net assets in units of UCITS or other UCIs, unless otherwise provided for in the prospectus of the Company. The Sub-Funds qualifying as feeder UCITS, shall invest at least 85% of their assets in another UCITS or a sub-fund of a UCITS, under the conditions set forth by the Luxembourg laws and regulations and as provided for in the prospectus of the Company.

(vi) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market referred to in items (i) and (ii) above; and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter (“OTC derivatives”), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (i) to (vi), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest,
- the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company’ initiative.

Financial derivatives transactions may also be used as part of the investment strategy or for hedging purposes of the investment positions or for efficient portfolio management.

The Company may invest up to a maximum of 20 per cent of the net assets of any Sub-Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Sub-Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 per cent. of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by a State belonging to the Group of Twenty (“G20”), by Singapore, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may invest up to 100 per cent of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by an OECD or G20 Member State, Brazil or Singapore or by a public international body of which one or more Member State(s) are member(s), provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes or that part or all of the assets of any Sub-Funds will be co-managed among themselves. The prospectus issued by the Company and the co-management agreement which the Company shall execute shall define such co-management schemes.

The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments, provided that such techniques and instruments may be used for hedging or efficient portfolio management purposes or for investment purposes.

Under the conditions set forth by the Law and any applicable Luxembourg regulations, and in accordance with the provisions set forth in the current prospectus of the Company, the Board has the power (i) to create any new Sub-Fund of the Company qualifying as a feeder UCITS (i.e. a Sub-Fund investing at least 85% of its asset in another UCITS or sub-fund of a UCITS) or as master UCITS (i.e. a Sub-Fund which accepts to be a master fund to another UCITS or sub-fund of a UCITS), (ii) to convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or a master UCITS in compliance with the Law, (iii) to convert a Sub-Fund qualifying as feeder UCITS or master UCITS into a standard UCITS Sub-Fund which is neither a feeder UCITS nor a master UCITS; or (iv) to replace the master UCITS of any of its Sub-Funds qualifying as feeder UCITS with another master UCITS.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director’s or officer’s interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. These rules do not apply when the Board votes on transactions, in which any Director may have any personal interest, if they are concluded in the ordinary course of business at arm’s length.

The term “personal interest”, as used in the preceding sub-paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Compagnie Lombard Odier, SCA, Bank Lombard Odier & Co. Ltd or any

direct or indirect affiliate of it or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures of any Director and any person to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The general meeting of shareholders of the Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by Article 154 of the Law.

Art. 21. As is more specifically prescribed hereinbelow, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by Law.

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of the relevant category corresponding to a certain Sub-Fund into Shares of the same category of another Sub-Fund based on a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the current prospectus of the Company, provided that the Board may impose restrictions on the issuance of Shares resulting from conversion requests during a certain period. The Board may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge and may decide that conversion from or into certain Sub-Funds is not authorised as it shall determine and disclose in the current prospectus. Shareholders may convert Shares of one category into Shares of another category of the relevant class or of another class.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company subject to such minimum redemption amounts that may be determined by the Board and disclosed in the current prospectus and provided that the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day (as hereafter defined) more than 10 per cent. of the number of Shares relating to any class then in issue. Any request for redemption shall be irrevocable, except in the event of a suspension of the Net Asset Value of the Shares of the relevant Sub-Fund or deferment of redemptions. In all other cases, the Board may approve the withdrawal of a redemption request. For this purpose, conversions are considered as redemptions.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of shares relating to any Sub-Fund, the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day or in any period of seven consecutive Valuation Days more than 10% of the number of Shares in any Sub-Fund in issue on such Valuation Day or at the commencement of such period. Redemption may accordingly be deferred for not more than seven Valuation Days after the date of receipt of the redemption request (but always subject to the foregoing limits). In case of deferral of redemptions the relevant Shares shall be redeemed at the Net Asset Value per Share on the Valuation Day on which the redemption is effected.

Excess redemptions will be deferred to the next Valuation Day when they shall be dealt with as a priority.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of shares relating to any Sub-Fund, the Company may elect to sell assets of that Sub-Fund representing, as nearly as practicable, the same proportion of the Sub-Fund's assets as the shares for which redemption applications have been received compared to the total of shares then in issue. If the Company exercises this option, then the amount due to the shareholders who have applied to have their shares redeemed, will be based on the net asset value per share calculated after such sale or disposal. Payment will be made forthwith upon the completion of the sales and the receipt by the Company of the proceeds of sale in a freely convertible currency. At the shareholders' request, the Company may elect to make an in kind distribution, having due regard to all applicable laws and regulations and to all shareholders' interest. In the case of an in specie distribution the auditor of the Company shall deliver an audit report in accordance with applicable laws. For this purpose as well as for the deferral of redemptions, conversions are considered as redemptions.

The Redemption Price shall be paid normally within 3 business days after the relevant Valuation Day or on the date the share certificates (if issued) have been received by the Company, if later, and shall be based on the Net Asset Value per Share determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, and less a redemption charge as may be decided by the Board from time to time.

Payment of redemption proceeds may, in respect of redemptions in any Sub-Fund, be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible either to obtain payment for the sale or disposal of a Sub-Fund's assets or to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the class of Share being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter, but without interest.

Any request for redemption must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares.

The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the Redemption Price may be paid.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The net asset value per Share (the "Net Asset Value") and of the Issue and Redemption Prices of Shares of any class shall be determined by the Company not less than twice monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday or half-closed day by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value, and the issue, redemption and conversion of the Shares of the relevant class:

(a) during any period when the dealing of units/shares of an investment vehicle in which any substantial portion of assets of the relevant Sub-Fund is invested or the calculation of the net asset value of such investment vehicle is restricted or suspended;

(b) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of a Sub-Fund's investments for the time being are quoted, is closed, otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings or the calculation of the net asset value of such investments are substantially restricted or suspended;

(c) during any period when a material part of a Sub-Fund's investments may not, using the standard valuation procedures, be promptly or accurately valued or is not valued at a fair market value;

(d) during any period when the net asset value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately;

(e) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of the Company's assets attributable to any Sub-Fund is not reasonably practical;

(f) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Sub-Fund or the current prices on any market or stock exchange;

(g) during any period when remittance of moneys which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for, any of the investments attributable to any Sub-Fund is not possible;

(h) during any period where in the opinion of the Directors there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with Shares of any Sub-Fund;

(i) upon publication of notice convening the general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company or a Sub-Fund, or upon the decision of the Board to wind up one or more Sub-Funds;

(j) during any relevant period when a Sub-Fund merges with another Sub-Fund or with another UCITS (or a Sub-Fund of such other UCITS) provided any such suspension is justified for the protection of the Shareholders;

(k) in case of a feeder Sub-Fund, during any relevant period when the determination of the net asset value of the master UCITS is suspended;

(l) where in the opinion of the Board, circumstances which are beyond the control of the Board make it impracticable or unfair vis-à-vis the Shareholders to continue trading the Shares or any other circumstance(s) where a failure to do so might result in the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or category of Shares incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Shareholders of the Company, a Sub-Fund or a category of Shares might not otherwise have suffered.

The Company shall suspend the issue, conversion and redemption of Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

Shareholders having requested issue, redemption or conversion of their Shares will be notified in writing of any such suspension within seven days of their request. Shareholders will be promptly informed of the termination of such suspension by (i) a notification in the same form as the notification of the suspension described above and/or (ii) any other alternative or additional means of conveyance of information the Directors may deem more appropriate given the circumstances and the interest of the Shareholders (e.g. via a website).

The suspension as to any class will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, conversion and redemption of the Shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of each Share shall be expressed in the relevant Dealing Currency of each class as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the class, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities of the Company corresponding to such class, by the number of outstanding Shares in such class.

The valuation of the Net Asset Value of Shares shall be made in the following manner:

(A) The assets in each class of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights, warrants and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all units/shares in undertakings for collective investment and any other securities belonging to the Company;
- (e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation by fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- (f) all accrued interest on any interest-bearing securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal amount of such security;
- (g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined on the Valuation Day as follows:

- (1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- (2) liquid assets and money market instruments may be valued at their nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;
- (3) portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on another Regulated Market will be determined on the basis of the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Board, or on the previous day closing price, as will be specified in the prospectus for each Sub-Fund and/or assets category. If such prices are not representative of their fair value, such securities, as well as any of the portfolio securities which are not so listed and all other investments including permitted financial futures contracts and options, will be valued on the reasonable foreseeable sales prices determined prudently in good faith by and under the direction of the Directors;
- (4) any assets or liabilities in currencies other than designated currency of a Sub-Fund will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;
- (5) units/shares in undertakings for collective investment shall be valued at their last available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such units/shares, the price shall be determined prudently in good faith by and under the direction of the Directors;
- (6) all other assets shall be valued at fair market value, as determined in good faith under the direction of the Directors. The Directors may, at their discretion, permit any other method of valuation to be used if they consider that such method of valuation better reflects value generally or in particular markets or market conditions.

(B) The liabilities in any Class of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) the fees of the management company of the Company, the Custodian, the Administration Agent, the Domicile, Registrar and Transfer Agent and the Listing Agent, the fees of any other service provider to the Company and any officers appointed by the Company; other operational costs including, but not limited to, costs of buying and selling underlying securities, transaction fees and correspondent bank charges relating to delivery, receipt of securities or to foreign exchange transactions, government charges, fees of its legal and tax advisers, auditing fees, interest, reporting expenses, costs relating to the registration and maintenance of registration in foreign jurisdictions (including translation costs and remuneration of Foreign Representations), costs related to distribution of Shares through local clearing systems when according to local practice such costs are supported by the Company, publication of offering and redemption prices, distribution of interim and annual reports, postage, telephone and telex, Directors and officers insurance cover; reasonable marketing and promotional expenses;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared, if any, but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Directors; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind due towards third parties.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

(C) For the purpose of valuation under this Article:

(a) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(b) Shares to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the designated currency of a Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

(d) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

(D) The Board shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of Shares in each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of each portfolio;

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Shares in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends;

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a class, categories of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such categories.

Art. 24. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value per Share of the relevant class and category, as hereinabove defined, increased by notional dealing costs, if any, and by a subscription fee (if and to the extent the Directors so decide) and any remuneration to agents active in the placing of the Shares shall be paid out of the sales charge (which shall not exceed such amount as may be permitted by all applicable laws), added thereto. The price so determined (the "Issue Price") shall be payable within a period as determined by the Directors which shall not exceed 3 business days after the date on which the Shares were allotted.

The Issue Price may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report prepared by the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board, consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company and the relevant Sub-Fund.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of October of each year and shall terminate on the last day of September of the following year.

The accounts of the Company shall be expressed in EURO.

Art. 26. The meeting of shareholders of the relevant classes or categories shall, upon the proposal of the board of directors in respect of each class and category of shares, determine how the annual results shall be disposed of. The results of the Company may be distributed, subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Dividends may further, in respect of distribution shares in any class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of such distribution shares, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in amount calculated by reference to the accrued income attributable or any other assets decided by the Board to such distribution shares.

Interim dividends may be paid out on the shares of any class and category upon decision of the Board.

Whenever a dividend is declared on a distribution share an amount corresponding thereto shall be attributable to each accumulation share of that class.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of shares is expressed or, exceptionally in such other currency as selected by the board of directors and shall be paid at such places and times as may be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Art. 27.

(a) The Company can be liquidated by a shareholders' decision in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended. The same quorum and majority requirements for the shareholders' decision shall apply in case of merger, if as a result of such merger the Company will cease to exist.

(b) In the event that the Net Asset Value of the Company falls below EUR 50 million or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the Company, or if the Board deems it to be in the best interests of the shareholders, the Board may, by giving notice to all shareholders, redeem on the Valuation Date indicated in such notice all (but not some) of the Shares not previously redeemed, at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges. The Board shall, after the end of the notice period, forthwith convene an extraordinary shareholders' meeting to appoint a liquidator to the Company.

(c) In the event that the Net Asset Value of any particular Sub-Fund falls below EUR 20 million or the equivalent in the Dealing Currency of a Sub-Fund or if a redemption request is received that would cause any Sub-Fund's assets to fall under the aforesaid threshold, or if the Board deems it appropriate to rationalize the Sub-Funds offered to investors, or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the relevant Sub-Fund or if the Board deems it to be in the best interest of the shareholders concerned, the Board may, after giving notice to the shareholders concerned, to the extent required by Luxembourg laws and regulations, redeem all (but not some) of the Shares of that Sub-Fund on the Valuation Date provided in such notice at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges. Unless the Board decides otherwise in the interest of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the relevant Sub-Fund may continue to request redemption or conversion of their Shares free of any redemption or conversion charge, but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

(d) Termination of a Sub-Fund with compulsory redemption of all relevant Shares for other reasons than set out in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the shareholders of the Sub-Fund to be terminated at a duly convened general meeting of the Sub-Fund concerned which may be validly held without quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after thirty years.

(e) If a Sub-Fund qualifies as a feeder UCITS of another UCITS or of one of its sub-funds, the merger, split or liquidation of such master UCITS, triggers liquidation of the feeder Sub-Fund, unless the Board decides, in accordance with Article 16 and the Law, to replace the master UCITS with another master UCITS or to convert a Sub-Fund into a standard UCITS Sub-Fund.

(f) The provision for anticipated realisation costs will be accounted for in the Net Asset Value from such date as may be defined by the Board and at the latest on the date of dispatch of the notice mentioned sub-paragraphs (b), (c), (d) and (e).

(g) Any merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or with another UCITS (whether subject to Luxembourg law or not and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Sub-Fund where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

(h) In case of a merger of a Sub-Fund decided by the Board, the Board will give notice to shareholders concerned, as required by Luxembourg laws and regulations. Such notice shall be provided to the shareholders concerned at least thirty days before the last date for exercising their right to request the repurchase or redemption or conversion of their Shares without any charge other than those retained to meet disinvestment costs; such right shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio referred to in Article 75, paragraph (1) of the Law.

(i) If the Board determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may take place. This decision will be notified to shareholders as required. The notification will also contain information about the two or more new Sub-Funds. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption of their shares, free of any dealing or redemption charge, before the operation involving the division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Art. 28. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law."

The Meeting is thereupon closed at 10:00 a.m.

22510

Costs

The expenses, costs remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: I. ROBERT, S. KITZINGER, G. CHERY, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 11 février 2015. Relation: DAC/2015/2438. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025182/759.

(150028136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Bil Manage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 178.517.

L'an deux mille quinze, le treize janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Analia Clouet, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant comme mandataire spécial du Conseil d'Administration de la société «BIL MANAGE INVEST S.A.», une société anonyme ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 178.517,

en vertu d'une procuration qui lui a été conférée par résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la Société en date du 10 décembre 2013, laquelle procuration, après signature, est restée annexée à un procès-verbal de constat d'augmentation de capital, reçu par le notaire instrumentant, en date du 13 décembre 2013, numéro 34545 de son répertoire.

Laquelle personne comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

- que la société «BIL MANAGE INVEST S.A.», a tenu pardevant le notaire soussigné un acte de constat d'augmentation de capital en date du 13 décembre 2013, qui a été enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 décembre 2013, relation: EAC/2013/16635 et qui a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés sous la référence L140000834 en date du 03 janvier 2014.

- que par suite d'une erreur matérielle, il a été omis d'indiquer le pourcentage de libération du capital dans l'article y afférent;

- que par conséquent il s'agit de modifier dans la version anglaise et dans la version française l'article 5.1. comme suit:

Art. 5. Paragraph 1.

" **Art. 5. Share Capital.** The subscribed capital is set at eight hundred thousand euro (EUR 800,000.-) represented by eight thousand (8,000) shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) per share, entirely paid-up.

" **Art. 5. Alinéa 1.**

« **Art. 5. Capital social.** Le capital souscrit est fixé à huit cent mille euros (800.000,- EUR) représenté par huit mille (8.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) par action, entièrement libérées.»

Que toutes les autres dispositions figurant audit acte du 13 décembre 2013 demeureront inchangées

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. CLOUET, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1178. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015009538/39.

(150010990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

GBL Verwaltung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 93.453.

L'an deux mil quatorze, le dix-sept décembre,

Par-devant nous Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire de GBL Verwaltung S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 19-21, route d'Arlon, L-8009 Strassen, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 24 avril 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 590 en date du 28 mai 2003 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 93.453 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant en date du 9 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2727, en date du 31 octobre 2013.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 16.45 heures sous la présidence de Monsieur Jacques LOESCH, Avocat à la Cour, domicilié professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Madame Ingrid LAFOND, employée privée, domiciliée professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Madame Laurence MATHIEU, employée privée, domiciliée professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la société d'un montant de cinquante-sept millions cinq cent quarante-deux mille six cent vingt euros (EUR 57.542.620,-) afin de le réduire de son montant actuel de deux milliards trois cent et un million sept cent quatre mille huit cents euros (EUR 2.301.704.800,-) à deux milliards deux cent quarante-quatre millions cent soixante-deux mille cent quatre-vingt euros (EUR 2.244.162.180,-) par réduction de la valeur nominale de chaque action émise du montant actuel de huit cents euros (EUR 800,-) à un montant de sept cent quatre-vingt euros (EUR 780,-) et par remboursement sur chaque action émise d'un montant de vingt euros (EUR 20,-).

2. Fixation du capital de la société à un montant de deux milliards deux cent quarante-quatre millions cent soixante-deux mille cent quatre-vingt euros (EUR 2.244.162.180,-) représenté par deux millions huit cent soixante-dix-sept mille cent trente-et-une (2.877.131) actions d'une valeur nominale de sept cent quatre-vingt euros (EUR 780,-) chacune.

3. Modification de l'alinéa premier de l'article 3 des statuts de la société, afin de refléter la réduction de capital.

4. Administrateur: nomination et émoulement.

5. Délégation de tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution de la réduction de capital ci-dessus proposée.

6. Divers

II. Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions détenues par l'actionnaire unique, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire représenté, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Que la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été signée par le mandataire, les membres du bureau et le notaire soussigné restera pareillement annexée au présent acte.

IV. Que l'intégralité du capital social est représentée à l'assemblée et que l'actionnaire unique confirme renoncer aux formalités de convocation de la présente assemblée et reconnaît avoir été informé des modalités et du but de la réduction de capital.

V. Que l'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VI. Que l'assemblée a alors pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cinquante-sept millions cinq cent quarante-deux mille six cent vingt euros (EUR 57.542.620,-) afin de le réduire de son montant actuel de deux milliards trois cent et un million sept cent quatre mille huit cents euros (EUR 2.301.704.800,-) à deux milliards deux cent quarante-quatre millions cent soixante-deux mille cent quatre-vingt euros (EUR 2.244.162.180,-) par réduction de la valeur nominale de chaque action émise du montant actuel de huit cents euros (EUR 800,-) à un montant de sept cent quatre-vingt euros (EUR 780,-) et par remboursement sur chaque action émise d'un montant de vingt euros (EUR 20,-).

22512

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de fixer le capital social de la Société à un montant de deux milliards deux cent quarante-quatre millions cent soixante-deux mille cent quatre-vingt euros (EUR 2.244.162.180,-) représenté par deux millions huit cent soixante-dix-sept mille cent trente-et-une (2.877.131) actions d'une valeur nominale de sept cent quatre-vingt euros (EUR 780,-) chacune.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 3. premier alinéa.** Le capital social est fixé à deux milliards deux cent quarante-quatre millions cent soixante-deux mille cent quatre-vingt euros (EUR 2.244.162.180,-) représenté par deux millions huit cent soixante-dix-sept mille cent trente-et-une (2.877.131) actions d'une valeur nominale de sept cent quatre-vingt euros (EUR 780,-) chacune, chaque action étant entièrement libérée.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur William BLOMME, administrateur de société, domicilié à B-1000 Bruxelles (Belgique), avenue Marnix 24, en qualité d'administrateur pour une période venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2015. Cet administrateur exercera son mandat à titre gratuit.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour mettre en oeuvre les résolutions prises ci-dessus.

Le Conseil d'Administration est notamment autorisé à prendre toute autre mesure nécessaire ou utile en relation avec les résolutions prises ci-dessus.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 heures.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille huit cent vingt euros (EUR 1.820,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: J. LOESCH, I. LAFOND, L. MATHIEU, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61501. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009768/91.

(150011620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

I.A.I. S.A. (Ingénierie Aménagement International S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 6, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 38.277.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 23 janvier 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme I.A.I. S.A. (Ingénierie Aménagement International S.A.), dont le siège social à Luxembourg, 6, rue des Aubépines inconnue à cette adresse, enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 38277,

Pour extrait conforme

Matteo LORITO

Le liquidateur

Référence de publication: 2015009832/15.

(150011217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.